

## Burundi : la condamnation de quatre journalistes confirmée en appel

@rib News, 05/06/2020 – Source AFP La justice burundaise a confirmé en appel la condamnation à une peine de prison de quatre journalistes arrêtés en octobre alors qu'ils couvraient l'incursion de rebelles venus de la RDC voisine, a-t-on appris vendredi auprès d'un proche et de source judiciaire. Les quatre journalistes, Agnès Ndiribusa, Christine Kamikazi, Egide Harerimana et Thérèse Mpozenzi, travaillent pour Iwacu, l'un des derniers médias indépendants du Burundi.

Ils avaient été condamnés fin janvier à 2 ans et demi de prison en première instance par un tribunal de Bubanza (ouest), officiellement pour "tentative de complicité (...) d'atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat". "Nous sommes sous choc. Je viens d'apprendre que la Cour d'appel a confirmé la condamnation infligée à nos quatre collègues", a déclaré Antoine Kaburahe, le fondateur d'Iwacu, exprimant "un profond sentiment de tristesse et d'injustice, malgré des colères". "D'après ce que nous disent nos avocats, la Cour d'appel de Ntahangwa a annoncé son verdict hier (jeudi) à Bujumbura, en l'absence des avocats et de nos collègues emprisonnés", s'est indigné M. Kaburahe, qui vit en exil en Belgique. "Ils viennent de l'apprendre il y a quelques instants, lorsqu'ils sont allés demander au greffe où la cour en était", a-t-il ajouté. La condamnation des quatre journalistes a été confirmée à l'AFP par une source judiciaire ayant requis l'anonymat. Des journalistes burundais ont fait part vendredi de leur "surprise", expliquant que de nombreux responsables politiques assuraient depuis quelques jours que les quatre journalistes seraient libérés pour "marquer la volonté d'ouverture" du nouveau président, le général Ndayishimiye. Cette décision est intervenue le jour même où la Cour constitutionnelle rejetait un recours de l'opposition contre les résultats de l'élection présidentielle du 20 mai et validait la victoire de M. Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir. "On nous dit que c'est une nouvelle qui s'annonce au Burundi. Mais pour nous à Iwacu, elle s'annonce très mal", a commenté M. Kaburahe. Les journalistes avaient été arrêtés le 22 octobre alors qu'ils couvraient dans la province de Bubanza une incursion de rebelles burundais en provenance de RDC (République démocratique du Congo), la première depuis 2017. Au moins 14 rebelles du groupe burundais RED-Tabara, basé dans l'est de la RDC, avaient été tués, selon la police burundaise. De son côté, le mouvement rebelle avait affirmé avoir tué une dizaine de membres des forces de sécurité. Perçu par les observateurs comme moins dogmatique que le président sortant, Pierre Nkurunziza, dont la candidature en 2015 à un troisième mandat controversé a provoqué une crise meurtrière au Burundi, Ndayishimiye, 52 ans, sera investi en août pour un mandat de sept ans renouvelable une fois.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});